

Les cinq « fronts » d'une transition véritable :
Normes globales, nouvelles structures politiques,
conscientisation individuelle, revenu de transition économique,
réforme radicale de la création monétaire

Christian Arnsperger
(UCLouvain & FNRS)

Mercredi 15 décembre 2010

Actuellement, notre social-démocratie essaie, à travers l'éducation, l'enseignement, la formation, le soutien aux familles, etc., de nous offrir des chances égales de participer aux rouages d'une économie non soutenable. La démocratie devrait *donner à chaque citoyen les moyens matériels et immatériels de façonner comme il l'entend* – avec d'autres évidemment, car nul n'est une île – *la logique économique dans laquelle il veut vivre*. Tout comme l'écologiste croit qu'il faut sauvegarder la biodiversité, le démocrate devrait viser à créer et à pérenniser l'« écono-diversité ». Et c'est dans ce cadre d'une *démocratie de transition économique* que la vie simple a un rôle important à jouer, à la fois au niveau microéconomique qu'au niveau macroéconomique. Mais, comme je le montrerai, l'appel à la vie simple doit impérativement s'accompagner d'une réforme structurelle de nos mécanismes de redistribution des revenus et de nos mécanismes de création monétaire.

Quel est le rôle « micro » de la vie simple ? Il est bien évident que, si collectivement nous devons prochainement amorcer une transition vers des formes économiques frugales, cela ne pourra pas se faire sans qu'un nombre suffisant de citoyens aient ressenti l'appel à la simplicité de vie. Pour que la société de consommation perde de son emprise sur nous, pour que les entreprises ne puissent plus jouer sur nos pulsions enfouies et nos angoisses non dites en vue de nous vendre ce qu'elles ont *absolument besoin* de vendre (je reviendrai tout à l'heure sur ce « besoin » crucial, qui est lié à nos mécanismes de monnaie et de crédit), il faut que nous *changions nos préférences*. Il ne s'agit pas de ne plus consommer – au contraire, le slogan « Moins de biens, plus de liens » est un appel à la consommation ! Le verbe *consommer* veut dire : laisser entrer en soi – et donc aussi attirer à soi – des flux bénéfiques, des « denrées » physiques, mentales et spirituelles qui permettent de construire la vie en soi-même et pour les autres. La croissance est quelque chose de formidable ! Il suffit de voir croître nos enfants, ou notre savoir, ou notre ouverture aux autres. Simplement, dans notre culture occidentale, berceau du capitalisme, nous surinvestissons dans la croissance *matérielle et monétaire*.

Nous croyons peut-être nous spiritualiser par le capitalisme, mais nous ne faisons que nous enfermer dans la matière (par la production et la consommation) et dans le psychisme (par l'argent virtuel et les flux financiers). Il est très important de dégager un nouvel horizon *spirituel* de frugalité et de simplicité : désencombrer le temps, démonétiser les liens, décapitaliser le travail, décommercialiser l'enfance – bref : retrouver des chemins personnels d'humanité et d'humanisation.

Les actuels pionniers de la simplicité volontaire sont des « convertis », au meilleur sens du terme. Ils partent les premiers vers la nouvelle « frontière de frugalité », ils osent initier

de nouvelles formes de vie, de nouvelles formes d'économie. Et en ce sens, ils ont aussi un rôle « macro » très important : celui d'ouvrir *initialement* la voie à d'autres. Ils démontrent par la pratique – dans des groupes de parole, mais surtout dans des collectifs de vie alternative – que notre quotidien peut nous mener au-delà des lieux communs de la vie capitaliste, de la vie des citoyens disciplinés par l'emploi, par la rentabilité et par l'accumulation. Ils créent donc une sorte d'« appel d'air » où d'autres explorateurs, progressivement, pourront s'engouffrer à leur suite.

C'est là qu'apparaît l'enjeu le plus important, et aussi le plus problématique, de toute notre réflexion sur la transition. Comment passer du stade actuel des pionniers – qui émigrent en ne comptant que sur leur courage inné, sur leurs réseaux personnels et sur les ressources précédemment accumulées dans l'économie dominante – comment passer à un stade ultérieur où davantage de citoyens devront émigrer ? Certains croient qu'il faudra passer par une phase de décomposition et de chaos avant que s'établisse un nouvel équilibre soutenable. Ceux qui croient à la notion de *transition* préféreraient pouvoir adoucir, « lisser » autant que possible le *passage d'un régime mono-économique non soutenable à un régime pluri-économique soutenable*. Et dans cette transition, l'appel à la vie simple joue un rôle très important, au-delà du rôle qu'il joue déjà dans l'émergence des premiers pionniers.

Le mécanisme de transition que j'ai à l'esprit est composé en partie d'éléments qui existent déjà dans nos pratiques actuelles, et en partie d'éléments nouveaux. Je pense qu'il faut procéder sur cinq fronts en même temps.

1. Normes globales

Nous avons besoin de normes globales – mondiales, nationales, régionales, municipales, etc. – de réduction des émissions polluantes, des nuisances, des injustices et des oppressions et autres effets délétères de la mono-logique économique actuelle. Se rangent dans ce domaine d'action un grand nombre de combats désormais « classiques » mais qui n'ont pas perdu – que du contraire ! – de leur actualité : promotion de l'égalité économique et lutte contre la pauvreté et l'exclusion, promotion de réglementations sociales et de normes environnementales, plafonds d'émissions du style Protocole de Kyoto, etc. Sans ces réglementations générales, la transition sera un jeu où chacun (et ce, d'autant plus qu'il restera encore tout un temps ancré dans la mono-logique dominante) aura l'impression, souvent correcte, de se sacrifier personnellement sans que cela ne change quoi que ce soit au niveau global. C'est au niveau de ces normes collectives de limitation que la notion de « décroissance » prendra toute son importance.

2. Nouvel emboîtement des structures politiques

L'un des aspects les moins soutenables de la mono-logique actuelle est la dépendance à l'égard des carburants fossiles. À mesure que les pluri-économies soutenables se déglobaliseront et se relocaliseront, devra émerger un emboîtement de niveaux de décision politique allant du gouvernement mondial (chargé de la « décroissance » globale) jusqu'à la commune autonome, et même jusqu'à une revalorisation de l'économie domestique et de l'autosuffisance infra-locale. Il faudra une série d'agences publiques, allant d'une Organisation Mondiale de la Transition (OMT) à des échelons municipaux de la Transition,

en passant par des Ministères régionaux de la Transition. La tâche philosophique et politique est de *reformuler pour aujourd'hui une notion de cosmopolitisme – donc de solidarité – ancrée dans l'approvisionnement local, dans la résilience biorégionale et dans la subsidiarité politique*. A condition que la Commission change radicalement de cap, la construction européenne pourrait être un laboratoire de cette quête d'un nouveau modèle.

3. Sensibilisation et conscientisation individuelle

Ni la mise en œuvre de normes globales contraignantes (point 1), ni la quête d'un nouveau modèle de subsidiarité solidaire (point 2), n'auront la moindre chance de succès si les citoyens ne sont pas individuellement sensibilisés à la frugalité – à la fois à sa nécessité pour tous et à sa positivité pour chacun. Cette stratégie de sensibilisation, qui doit nécessairement être soutenue à la fois par les pouvoirs publics et par toutes les institutions d'éducation, de l'école maternelle à l'université, inclut une palette assez large d'éléments. Tous sont interdépendants et se renforcent mutuellement.

(a) À l'égard des normes globales, il faudrait un *apprentissage des rudiments de l'action collective* et de ses difficultés, notamment le problème endémique du « passager clandestin », ainsi que des moyens efficaces de dépasser ces difficultés. En parallèle, il faudrait renforcer la prise de conscience du fait que « Ça passe par nous » en même temps que « Ça passe par moi », et qu'il ne peut y avoir d'action isolée sans militantisme politique. Dans ce cadre, de nouveaux indicateurs de prospérité intégrant les valeurs de simplicité et de frugalité peuvent être un outil très utile car elle permet de fixer un cap collectif.

(b) À l'égard de la relocalisation et de la subsidiarité, l'important serait que chaque citoyen intériorise de façon positive les changements de mentalité requis. Chaque consommateur devrait pouvoir apprécier positivement les *réductions de gammes accessibles de biens et de services* qu'impliquent les contraintes d'un approvisionnement local, socialement juste et écologiquement soutenable. Les valeurs de la vie simple viennent directement en appui à ce changement.

(c) Il faudrait établir un lien très clair entre, d'une part, la nécessité de ces mobilisations et changements de mentalité et, d'autre part, la *lutte citoyenne pour la justice sociale et les inégalités*. Pour les plus pauvres, la frugalité et la simplicité volontaires sont parfois ressentie comme une arrogance de riches voulant « jouer aux pauvres ». Cette perception ne peut être corrigée que dans une société où les inégalités économiques sont réduites au minimum. Même si cela semble *a priori* paradoxal, les fortes et persistantes inégalités dans notre système actuel sont une sorte de piège pour ceux qui en sont victimes, car ils aspirent à obtenir leur « juste part du gâteau » au sein de la logique ambiante, plutôt qu'à changer de logique – car ils ont peur (et ont-ils vraiment complètement tort ?) de rester les perdants dans une transition qui serait trop rapide et trop brutale, entraînant des cassures sociales et des effondrements économiques trop abrupts.

(d) Même dans un capitalisme moins inégalitaire, bon nombre de citoyens auraient peur de « bouger » simplement parce qu'ils craignent l'incertain et l'inconnu. Dès lors, il faudrait d'une part, des circuits de diffusion d'information sur les initiatives déjà existantes en

termes de transition vers la frugalité ; d'autre part, des « guichets de la vie simple » (comme il existe des guichets de l'énergie) qui permettraient de rencontrer des conseillers proposant des informations concrètes sur ce qui, dans ma situation financière, dans ma région, et avec mon degré d'implication personnelle, est faisable en termes de « migration » partielle ou totale vers la niche soutenable.

(e) Tous ces éléments de sensibilisation et de prise de conscience gagneraient fortement à être ancrés dans une vision de l'univers, de sa genèse, de son sens, et dans une vision de l'être humain, du sens de son existence. Il faudrait donc encourager les citoyens à aborder les « grandes questions » et à débattre des « grandes réponses » (scientifiques, métaphysiques, spirituelles, voire religieuses). Cette étape est cruciale pour que le réseau des nouvelles économies soutenables ne soit pas « bâti sur du sable ».

4. Revenu de transition économique

Même si ces éléments de sensibilisation personnelle devaient donner naissance à un assez grand nombre de « transitionnaires » potentiels, il resterait un problème de taille : entre désirer et « faire le pas », cela coince souvent à cause de la perte des droits économiques et sociaux liés aujourd'hui à notre participation à la mono-économie dominante. Une société démocratique qui aurait mis les points 1, 2 et 3 à l'agenda comporterait, outre son avant-garde de pionniers de la transition, un grand nombre de « *citoyens entrepreneurs* » en quête d'alternatives ne demandant qu'à être soutenus et minimalement sécurisés pour déployer leurs aspirations et leurs idées. Il est important que ceux qui acquièrent le goût de la frugalité et de ses avantages puissent compter sur un soutien public quand ils franchissent le pas vers un mode de vie différent, que ce soit dans un quartier urbain, une petite entreprise verte, une ferme communautaire ou une micro-exploitation agricole.

Le principe élargi d'égalité des chances permet de revendiquer – *au sein d'une société où les points 1, 2 et 3 seraient déjà clairement prioritaires* – un socle de revenu inconditionnel permettant à chaque citoyen, quand il le désirera, se déconnecter du capitalisme non soutenable et d'explorer le réseau des alternatives soutenables, voire de contribuer activement à son élargissement. Il nous faudrait d'urgence un *Revenu de Transition Economique (RTE)*.

Une transition douce ne sera possible que si l'économie dominante reste suffisamment longtemps en bonne santé, puisque c'est ce qui permettra de soutenir ceux qui sont en train de (re)créer des modes de vie soutenables. Idéalement, donc, le réseau alternatif d'économies soutenables fonctionnerait en parallèle avec l'économie non soutenable pendant que cette dernière décline – en espérant que ce déclin soit assez lent, afin que le temps disponible pour ceux qui sont encore accoutumés à l'économie capitaliste soit étalé au maximum. Le RTE devrait être suffisamment faible pour satisfaire ceux qui veulent vivre simplement, mais suffisamment élevé pour qu'ils puissent s'en sortir ainsi et développer une préférence pour la frugalité, tout en ayant un droit d'accès aux soins de santé, à l'éducation et à la retraite.

Le RTE pourrait prendre la forme d'un « impôt négatif » venant combler par un soutien public l'écart entre ce que quelqu'un gagne en travaillant (dans l'économie non soutenable ou dans l'économie soutenable) et ce dont il a besoin pour mener une vie simple et frugale.

Dans une population conscientisée, le RTE serait utilisé par ceux qui ont quitté leur emploi dans l'économie capitaliste pour construire des modes de vie soutenables. On pourrait donc progressivement aller au-delà des tous premiers pionniers.

Le RTE contribuerait aussi au maintien de l'équilibre de toute l'économie, notamment à travers une stabilisation du marché du travail – aspect essentiel si l'on veut une transition progressive. Ceci pourrait se faire par des modifications des niveaux de soutien, à peu près comme une banque centrale ajuste les taux d'intérêt. Si l'économie dominante a besoin de davantage de main-d'œuvre, le RTE pourrait être réduit suffisamment pour inciter ceux qui ne sont que marginalement impliqués dans le réseau d'économies alternatives à retourner un temps dans l'économie dominante. Dans les stades initiaux de la transition, le problème serait plutôt un excédent de personnes cherchant encore à être employées – de plus en plus difficilement – dans une économie dominante déclinante. Le RTE devrait alors être relevé pour que certains travailleurs moins téméraires puissent partir explorer le réseau des alternatives frugales.

Au cours du processus, le recours au RTE permettra de plus en plus un apprentissage mutuel. Les jeunes seront particulièrement à même de faire circuler l'information à mesure qu'ils comparent les alternatives frugales aux choix qui leur restent offerts dans l'économie non soutenable. À mesure qu'il évoluera, le réseau d'économies alternatives offrira un spectre d'activités de plus en plus large. Tout ce qui « marchera » dans la pluri-économie frugale attirera l'attention et sera progressivement répliqué ou adapté.

A mesure que le réseau alternatif se solidifiera et qu'il engendrera des profits et des revenus du travail modestes mais égaux au RTE, les craintes de s'y lancer diminueront et les dépenses publiques au titre du RTE se réduiront automatiquement. Au fil du temps, la pluri-économie soutenable sera capable de continuer par elle-même tout en « pompant » très peu de ressources publiques pour les compléments RTE. A tout moment, cependant, ceux qui reçoivent ce RTE devront accepter qu'il fluctue en fonction des possibilités et des besoins de l'économie capitaliste. Il est à espérer que la transition sera aussi douce que possible.

5. Réforme radicale de la création monétaire

Si vous êtes un économiste ou un décideur politique, et que vous lisez tout ce que j'ai écrit jusqu'ici, vous acquiescerez peut-être mais vous serez convaincus que c'est tout à fait irréalisable. Et évidemment, vous aurez raison. Absolument raison. Hélas.

J'arrive ici au point le plus délicat de mon exposé. Tout ce que j'ai dit jusqu'ici ne sert à rien, ou presque. Les soi-disant « réalistes » peuvent tout balayer d'un revers de la main en montrant que tous ces pionniers de la frugalité, tous ces « citoyens-entrepreneurs » ne parviendront, en fin de compte, qu'à créer de petites et éphémères poches d'activité alternative, qui dureront tant que suffisamment de membres gagneront suffisamment d'argent dans l'économie dominante ou pourront tirer suffisamment de bénéfices de certains placements capitalistes. Ces réalistes pourront même montrer – et ils n'auront pas tort – qu'un RTE viable mais frugal ne sera jamais suffisant à financer tous les coûts de lancement des initiatives soutenables : achat d'un terrain et construction ou restauration bioclimatique dans le cas d'un écovillage, emprunt de fonds pour constituer le capital de départ d'une petite exploitation bio ou d'une micro-entreprise industrielle ou artisanale, etc. Ceci explique déjà actuellement pourquoi le paysage des « alternatifs » est aussi

maigrement peuplé, et pourquoi tant de « simplicitaires » sans le sou (et ils le sont souvent) ne parviennent tout simplement pas à démarrer ou à pérenniser leurs projets.

D'où viennent ces échecs ? Ne démontrent-ils pas qu'il n'y a point de salut hors des grands circuits du commerce mondial et de la finance globale ? Dans l'état actuel des choses, oui ! Et c'est pour cela, je le crains, qu'il ne sert malheureusement à rien d'être « simplicitaire » trop tôt et de concentrer trop vite toutes ses énergies sur la création d'alternatives pour le succès desquelles les conditions structurelles ne sont pas encore réunies. Le domaine que les adeptes de la vie simple devraient investir en premier, de toute leur énergie militante, est un domaine qui leur fait horreur par nature mais qui, s'ils n'y vont pas voir de près, ne cessera de les piéger et d'empêcher la vie simple de devenir un projet politique. Je parle du domaine *de la création monétaire et de la mise en circulation de l'argent par le crédit bancaire*.

L'actuel impératif de croissance a certes partie liée avec les désirs réputés insatiables des consommateurs. Mais le consommateur n'est, après tout, que le dernier maillon d'une chaîne qui s'ancre avant tout dans *la nécessité, pour toutes les entreprises, de faire du bénéfice pour leur actionnaires ... et pour leurs banquiers*. Les paiements d'intérêt sur les dettes privées des entreprises forment, selon certaines estimations, entre 15 et 25% des prix de revient. Il y a donc, à cause de cette logique de la dette, une forte pression inflationniste inscrite dans le système. Mais comme les ménages sont eux aussi endettés, notamment à cause d'hypothèques de plus en plus exorbitantes sur leurs logements (ou sur celui de leur propriétaire), leur pouvoir d'achat est sans cesse érodé et ils deviennent complètement dépendants de l'emploi que doit leur fournir l'économie non soutenable – et qu'elle leur fournit de moins en moins, car les profits servent d'abord à rembourser les créanciers, pas à créer des postes de travail. Dans ces conditions, vouloir quitter l'économie dominante pour explorer les alternatives frugales relève, pour la plupart des citoyens, du pur fantasme.

L'Etat peut certes essayer de suppléer à ce défaut, en financer un RTE (en partie par remplacement de certains transferts sociaux existants) et un soutien aux investissements des « transitionnaires ». Mais il devra pour cela lever des impôts ou, à défaut – puisque dans la logique dominante l'impôt « étouffe » l'économie privée – il devra lui aussi s'endetter en euros, donc *in fine* auprès des banques privées. S'il ne stimule pas la croissance matérielle et monétaire, en attirant des investisseurs et en boostant la compétitivité des entreprises capitalistes du pays, donc en « jouant » le jeu de l'économie dominante, il ne pourra pas rembourser et son *credit rating* se dégradera, compromettant à brève échéance sa capacité future à financer le RTE et les investissements dans les infrastructures d'une vie simple.

Donc, et c'est un constat terrible, la logique monétaire de la dette capitaliste qui règne aujourd'hui rend tout projet collectif de transition vers un réseau d'économies frugales impraticable.

Suffirait-il que nous nous désendettions tous une bonne fois ? Pas du tout ! Car s'il n'y a plus de dettes, il n'y aura plus un seul euro en circulation dans l'économie ! L'euro est une monnaie privée émise par les banques commerciales, sous le contrôle d'une banque centrale qui s'assurent qu'elles ont suffisamment de billets pour faire face aux retraits éventuels, et qui veille aussi à ce que l'inflation ne soit pas trop forte pour que les débiteurs (ménages, entreprises, Etat) ne s'en sortent pas trop facilement au détriment de ceux qui, possédant déjà beaucoup, peuvent demander au secteur bancaire de leur verser des intérêts créditeurs (s'ils sont de riches déposants) et/ou des dividendes (s'ils sont actionnaires). La poursuite incessante du réendettement, et la croissance matérielle et monétaire obligatoire qui l'accompagne, font partie de la logique même de ce système ploutocratique.

C'est contre cette logique de l'argent-dette – qui rappelle celle du faux-monnayeur et du joueur de casino – que les aspirants simplicitaires devraient s'élever en premier. Je veux dire : en priorité, ce qui n'exclut évidemment pas d'avancer par ailleurs dans la réflexion, la prise de conscience, l'action exploratoire à petite échelle, etc. Si la *logique même* de la création monétaire n'est pas modifiée, il n'y aura aucune possibilité durable de créer un réseau pluri-économique alternatif où les valeurs d'une croissance intelligente et d'un travail non salarié puissent être vécues à grande échelle, sur fond d'autolimitation globale et de nouvelles relations humaines.

Des alternatives monétaires existent. On pourrait envisager un secteur bancaire entièrement non marchand. Ou alors, les pouvoirs publics pourraient ôter par décret à toutes les banques commerciales le monopole de la création monétaire, et le reprendre à leur compte, sous étroit contrôle démocratique. La masse monétaire serait calculée pour correspondre de près aux besoins de l'économie réelle, pas des marges de profits des acteurs financiers. Il y aurait alors des crédits *publics* pour financer diverses activités – en majeure partie encore capitalistes au départ, puis de plus en plus non capitalistes – et on utiliserait les intérêts versés par les citoyens non plus pour remplir les caisses de banques privées qui n'avaient prêté que ce qu'elles ne possédaient pas, mais pour financer un « dividende social » qui est l'équivalent du RTE. On pourrait alors aussi réduire la pression fiscale, dans des proportions compatibles avec le besoin initial de verser des subsides aux investissements des transitionnaires.

Les « transitionnaires » et les « simplicitaires », de même que les décideurs politiques qui désirent réellement les soutenir, devraient devenir très conscients du carcan qu'impose l'argent-dette à nos options d'avenir. Tel est aujourd'hui l'enjeu le plus central – et le plus savamment dissimulé par ceux (banquiers, financiers, riches investisseurs) que la vie simple dérange – d'une transition progressive, démocratique, maîtrisée vers un nouvel avenir économique soutenable.